

[Texte]

subsidies, disciplines on subsidies and application of countervailing duty measures.

As Mr. Gifford mentioned in his opening statement, the timetable in Geneva is to have the negotiations concluded by the end of 1990. So it is hoped there will in fact be progress in this area by the end of 1990. The intention then is to build on what is achieved in Geneva bilaterally in the negotiations provided for under the Free Trade Agreement.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Waddell.

**Mr. Foster:** One more budget and there will be nothing to negotiate with.

**The Chairman:** That is your comment, Dr. Foster. The bells will ring in six minutes or less, and I do want to get your questions in, Mr. Laporte, and Dr. Stevenson has one more question.

**Mr. Laporte:** I really just have two or three questions, generally to Mr. Gifford.

• 1545

The Latin American countries had previously put everybody on notice that they were willing to hold up the progress on other trade issues if there was no satisfactory resolution to the problems in agricultural trade. Is that still present, and if so, what effect is it having on the ultimate trading outcome?

**Mr. Gifford:** As you recall, it was at the Montreal mid-term ministerial review meeting that certain Latin American countries in effect blocked progress on some issues that had been agreed on because of the lack of progress on agriculture. I think it was in part because of this further underlining of the essential importance of agriculture that it was possible to get an agreement subsequently in April.

Initially, in 1986-87, a lot of the pressure for agricultural trade reform was coming from within agriculture, because of the obvious depressed commodity prices, the obvious trade wars, the obvious subsidy wars. But with the drought in North America in 1988, some of that internal pressure within agriculture for agricultural reform obviously began to lessen somewhat. But taking up the slack have been linkages a number of developing countries have been making, saying, look, if you want us to negotiate about intellectual property and services and trade-related investment, you have to deal with the issues of fundamental interest to us, which for many of the developing countries are agricultural; unless there are results in agriculture, there will not be results on the round. That is certainly the view of a number of developing countries.

[Traduction]

négociations exhaustives sur toute la question des subventions, de la discipline des subventions et de l'application des mesures de droits compensatoires.

Comme M. Gifford l'a indiqué dans sa déclaration préliminaire, d'après le calendrier de Genève les négociations doivent se conclure à la fin de 1990. L'espoir est donc qu'il y aura réellement des progrès de réalisés dans ce domaine d'ici la fin de 1990. Ensuite, l'intention est de se servir de ce qui aura été accompli à Genève bilatéralement dans les négociations prévues dans le cadre de l'Accord de libre-échange.

**Le président:** Merci, Monsieur Waddell.

**M. Foster:** Encore un budget, et nous n'aurons plus d'outils de négociations.

**Le président:** C'est votre opinion, monsieur Foster. Les cloches vont sonner dans 6 minutes ou moins, et je veux que vous puissiez poser vos questions, monsieur Laporte. M. Stevenson a encore une question à poser.

**M. Laporte:** Je n'ai en vérité que deux ou trois questions qui s'adressent d'une manière générale à M. Gifford.

Les pays latino-américains avaient précédemment averti tout le monde qu'ils étaient disposés à bloquer le déroulement de toutes les autres questions commerciales si aucune solution satisfaisante n'était apportée aux problèmes de commerce agricole. Cette menace était toujours là, et dans l'affirmative, quel en est l'impact sur les négociations globales?

**M. Gifford:** Vous vous souviendrez que c'est lors de la réunion d'examen ministériel à mi-mandat, de Montréal, que certains pays latino-américains ont bloqué l'adoption de certaines résolutions à cause du manque de progrès dans le domaine agricole. Je crois que c'est en partie à cause de cette manifestation supplémentaire de l'importance essentielle de l'agriculture qu'il a été possible de parvenir subséquemment à un accord en avril.

Au départ, en 1986-1987, c'est le secteur agricole lui-même qui réclamait une réforme du commerce agricole devant la chute des prix, les guerres commerciales et les guerres de subventions. La sécheresse de 1988 en Amérique du Nord a quelque peu calmé cette demande de réforme agricole pour des raisons évidentes. C'est alors qu'un certain nombre de pays en voie de développement nous ont dit que si nous voulions négocier sur la propriété intellectuelle, les services et les investissements liés au commerce, il fallait nous attaquer aux questions d'intérêt fondamental pour eux, et pour beaucoup ce sont les questions agricoles. À moins de résultats dans le domaine agricole, il n'y aura pas d'autres résultats au cours de cette ronde de négociations. C'est le point de vue exprimé par un certain nombre de pays en voie de développement.